

OBSERVATOIRE DU MULTILATERALISME EN INDOPACIFIQUE

Veille bimestrielle des publications scientifiques sur l'Indopacifique

Arnaud Moisset, Tom Abram et Thibault Fournol



L'Observatoire du multilatéralisme en Indopacifique est un programme de recherche pluriannuel piloté par la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) en coopération avec l'European Council on Foreign Relations (ECFR), l'Institut Montaigne, le Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po et l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).

Conduit avec le soutien du ministère des Armées, il vise à contribuer à une meilleure compréhension des enjeux de l'Indopacifique et à favoriser le rayonnement de la réflexion stratégique française sur et dans la région.

Toutes les publications de l'Observatoire sont disponibles [ici](#).

VEILLE BIMESTRIELLE DES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES SUR L'INDOPACIFIQUE

Les bulletins de veille bimestriels ont pour objectif de faire état du débat scientifique et académique sur le multilatéralisme en Indo-Pacifique, à travers la sélection de quatre publications récentes issues des principaux États de la zone : chapitres d'ouvrages, articles, etc. La rubrique « *Pour aller plus loin...* » propose une sélection complémentaire de publications. Une importance particulière est donnée à présenter des perspectives multiples, parfois contradictoires, et à identifier des auteurs d'origines et de profils divers.

Ce neuvième bulletin présente quatre travaux d'auteurs japonais, allemand, canadien et indien parus en mai et juin 2024.

Un premier article d'**Atsuko WATANABE** explore l'évolution des perceptions japonaises de l'espace asiatique pour réinterroger l'émergence et l'origine du concept d'Indopacifique et ainsi étudier l'inscription d'imaginaires socio-spatiaux extra-occidentaux dans la politique internationale.

Patrick KÖLLNER analyse ensuite la portée et les effets de l'initiative australienne du 'Pacific Step-up' sur les relations de Canberra avec les États insulaires du Pacifique, notamment les îles Salomon, au prisme de l'influence chinoise dans la région.

Thomas J. MURPHY et **Stephen R. NAGY** s'intéressent à l'état de la coopération des « puissances moyennes » dans la région en matière de cybersécurité, autour de deux axes que sont la mise en place de mesures de confiance et des initiatives de renforcement capacitaire.

Enfin, **Diptendu CHOUDHURY** interroge la pertinence d'une approche maritime de l'Indopacifique au profit d'une meilleure intégration des milieux pour faire face aux défis émergents, particulièrement en matière de sécurité traditionnelle.

SOMMAIRE

1. Atsuko WATANABE, « Socio-Spatial Multiplicity in World Politics: Non-Western Regional Imaginations of the Indo-Pacific », *International Political Sociology*, juin 20242
2. Patrick KÖLLNER, « Explaining sender–receiver gaps in signalling: Australia's 'Pacific Step-up' and Solomon Islands' multi-alignment », *British Journal of Politics and International Relations*, mai 2024 ...3
3. Thomas J. MURPHY, Stephen R. NAGY, « Middle Power Cyber Security Cooperation in the Indo-Pacific: An Analysis Through the Lens of Neo-Middle Power Diplomacy », *The Journal of Intelligence, Conflict, and Warfare*, mai 20244
4. Diptendu CHOUDHURY, « Convergence of the Indo-Pacific with the Indian Ocean—Is a Maritime-Centric Approach Enough? An Indian Perspective », *Journal of Indo-Pacific Affairs*, mai-juin 2024.5
5. Pour aller plus loin.....6

1. Atsuko WATANABE, « Socio-Spatial Multiplicity in World Politics: Non-Western Regional Imaginations of the Indo-Pacific », *International Political Sociology*, juin 2024

Alors que le terme d'Indopacifique a progressivement supplanté celui d'Asie-Pacifique, cet article revient sur la généalogie de ce concept, dont la création est souvent attribuée à l'ancien Premier ministre japonais Shinzo Abe. Si le chef du gouvernement japonais l'a effectivement popularisé, l'auteure avance que le terme d'Indopacifique est apparu au Japon dans la première moitié du XXe siècle.

Depuis le milieu du XXe siècle, en effet, le discours japonais sur l'Indopacifique a été marqué par la succession de deux visions opposées : l'une qualifiée d'« anti-occidentale », l'autre de « pro-occidentale ». La première vision japonaise de l'Indopacifique a ainsi, selon Atsuko Watanabe, été développée dans les années 1930-1940. Elle représentait alors un ordre mondial à venir dans lequel le Japon aurait un rôle central à jouer. Convaincu que le centre du monde se déplaçait de l'Europe vers le Japon, Tokyo se voyait destiné à occuper une place centrale sur la scène mondiale en mobilisant les connaissances locales, plus que le droit international développé en Occident. C'est dans ce contexte que le concept de « Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale » a émergé. C'est aussi suivant la même logique qu'un géographe japonais, Saneshige Komaki, plaidait pour que les océans Indien et Pacifique soient désignés comme la « Grande Mer d'Asie de l'Est », marquant l'union entre ces deux océans et préfigurant ainsi le concept d'Indopacifique. Ce discours japonais d'un Indopacifique « anti-occidental » résonne également avec les travaux du géographe allemand Karl Haushofer, selon qui le terme Indo-Pacifique symbolisait les transformations politiques mondiales à venir à travers lesquelles les nations asiatiques, leurs cultures et leurs normes, parviendraient à dominer un nouvel ordre mondial. Après la défaite du Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le terme Indopacifique serait ensuite tombé dans l'oubli.

Pour l'auteure, il existe donc aujourd'hui un débat opposant ceux prônant une vision de l'Indopacifique « libre et ouvert » à ceux préférant un Indopacifique « sûr et prospère ». Pour le Japon, le choix d'un de l'un ou de l'autre dépend notamment de l'inclusion ou non de la Chine dans l'Indopacifique. L'Indopacifique « libre et ouvert » est ainsi perçu comme le véhicule de valeurs et de normes politiques occidentales, là où l'idée d'une région « sûre et prospère » renvoie à des références qualifiées de « prémodernes ». C'est dans cette optique que le concept de *Free and Open Indo-Pacific* a été élaboré par le diplomate Keiichi Ichikawa, estimant qu'il était urgent que le Japon présente un message à la « société internationale » pour restaurer sa « présence économique relativement en déclin » et renforcer la « confiance » dans le pays. Pour autant, le concept de Free and Open Indo-Pacific (FOIP) fait l'objet de débats au Japon, en témoigne le choix fait en 2018 d'ôter le terme « stratégie » du concept, les responsables politiques estimant qu'il comportait une dimension militariste trop importante.

À propos de l'auteur : Atsuko WATANABE est professeure au sein de l'Université Kanazawa. Ses recherches se concentrent en relations internationales, géographie politique et théorie politique.

À propos de la publication : L'*International Political Sociology*, revue publiée par l'International Studies Association, prône un dialogue renforcé entre sociologues, spécialistes des relations internationales et socio-politistes.

2. Patrick KÖLLNER, « Explaining sender–receiver gaps in signalling: Australia’s ‘Pacific Step-up’ and Solomon Islands’ multi-alignment », *British Journal of Politics and International Relations*, mai 2024

Dans un contexte de concurrence stratégique croissante, la Chine et l’Australie ont intensifié leur engagement avec les pays insulaires du Pacifique. Si à l’origine, l’Australie n’a pas vu d’un mauvais œil l’arrivée d’un nouvel acteur permettant d’assurer le développement des pays de la région, la réflexion stratégique australienne s’en est inquiétée à partir du milieu des années 2010. Pour faire face à l’influence chinoise, le Premier ministre australien Scott Morrison, au pouvoir entre 2018 et 2022, a ainsi lancé le « *Pacific Step-up* » afin de renforcer les liens entretenus avec les pays de la région. Cette politique s’est notamment concrétisée par une hausse de l’aide publique au développement, un essor du réseau diplomatique, un accroissement des visites de haut-niveau et une série d’initiatives liées à la sécurité.

Le choix du Premier ministre Morrison de présenter sa nouvelle politique depuis une base militaire du Queensland symbolise la priorité sécuritaire accordée à cette initiative. En plus d’être destiné aux pays du Pacifique insulaire, ce discours était aussi en partie adressé aux États-Unis, au Japon voire à la Chine avec l’ambition de signaler la perception de cette région par l’Australie comme relevant d’un « intérêt stratégique primaire ». Si la plupart des dirigeants du Pacifique se sont généralement félicités de l’annonce de cette initiative, certaines critiques ont toutefois pu souligner que la région avait davantage besoin d’une aide adaptée à ses besoins que d’une aide répondant aux intérêts stratégiques australiens. D’autres critiques portaient également sur le manque d’initiative du *Pacific Step-up* dans la lutte contre les changements climatiques. Pour l’auteur, l’inadéquation du projet australien avec les besoins des îles du Pacifique a ainsi sans doute contribué à ternir le signal envoyé par Canberra à ces États. Les relations entre l’Australie et les îles Salomon, en particulier, ont connu leur paroxysme entre 2003 et 2017, où Canberra y effectuait alors une « mission d’assistance régionale » pour y assurer l’ordre public à la suite de tensions ethniques, ouvrant ensuite la voie à la signature d’un accord bilatéral de sécurité. Malgré ce traité et le lancement du *Pacific Step-up*, néanmoins, c’est vers la Chine que le gouvernement des îles Salomon s’est ensuite dirigé en signant en 2022 un accord de sécurité avec Pékin, illustrant la présence chinoise croissante dans la région.

L’auteur montre ainsi qu’un signal coûteux – ici le *Pacific Step-up* – n’entraîne pas nécessairement un résultat positif pour l’acteur qui en est à l’origine. Le choix des îles Salomon de signer un accord de sécurité avec Pékin montre que l’efficacité du signal australien à travers le *Pacific Step-up* n’a pas été suffisante. Les préoccupations en matière de sécurité intérieure – l’accord avec la Chine étant vu comme capable de soutenir ces besoins –, la recherche de la survie politique et la sécurité physique des dirigeants locaux permettent, entre autres, d’expliquer le choix en faveur de la Chine. Disposer de partenaires multiples constitue également un moyen pour ces acteurs de provoquer un effet de levier avec l’Australie et la Chine, les deux puissances rivalisant pour fournir, par exemple, le plus de matériel ou de formation en sécurité aux îles Salomon.

À propos de l’auteur : Patrick KÖLLNER est directeur de l’Institute for Asian Studies du German Institute for Global and Area Studies (Hambourg).

À propos de la publication : Le *British Journal of Politics and International Relations* est une revue à comité de lecture britannique spécialisée en relations internationales qui se donne pour objectif de proposer une diversité d’approches et de courants de pensée.

3. Thomas J. MURPHY, Stephen R. NAGY, « Middle Power Cyber Security Cooperation in the Indo-Pacific: An Analysis Through the Lens of Neo-Middle Power Diplomacy », *The Journal of Intelligence, Conflict, and Warfare*, mai 2024

L'Indopacifique est la région du monde qui subit le plus de cyberattaques provenant d'agents étatiques et non étatiques. Pourtant, la cybersécurité est reléguée au second plan par rapport à d'autres questions de sécurité. Les « puissances moyennes » de la région (Japon, Inde, Australie, Taïwan, Malaisie, Vietnam, Corée du Sud, Corée du Nord, Indonésie...) tentent ainsi de faire face à ces menaces, dans un contexte où la coopération multilatérale demeure limitée.

Pour les auteurs, le développement des cybercapacités des puissances moyennes est une priorité essentielle pour protéger leurs intérêts nationaux, gouvernementaux, y compris militaires, et non gouvernementaux (entreprises privées, société civile...). En outre, les États impliqués dans des conflits latents avec leur voisin (Inde et Pakistan, Chine et Taïwan, Corée du Nord et Corée du Sud) ont tout particulièrement développé leurs cybercapacités pour différentes raisons, telle la protection des infrastructures ou des industries critiques, des opérations de déstabilisation, etc.

La différence de ressources entre ces puissances moyennes et les grandes puissances incite alors les premières à accroître leur coopération, alors que celle-ci reste encore limitée dans la région. La coopération entre puissances moyennes devrait, en ce sens, passer en priorité à travers des mesures de confiance et des projets de renforcement capacitaire. L'adoption de *confidence-building measures* pourrait dès lors se manifester en premier lieu par des engagements politiques (échanges d'informations, formations conjointes, échanges sur les doctrines) ou par le biais des organisations régionales, jugées ici plus à même de mettre en place ces mesures que les organisations internationales. Les initiatives déjà prises par l'ASEAN en la matière en sont un exemple.

D'un autre côté, les *capacity-building measures* constituent un deuxième champ prioritaire de coopération en matière de cybersécurité pour les puissances moyennes. Ces mesures prennent notamment la forme d'un soutien aux pays en développement par d'autres pays dans le but d'accroître leur accès au cyberspace. Le Japon s'est par exemple concentré depuis 2013 sur des mesures de renforcement des cybercapacités, comme en témoigne l'ouverture du Centre de renforcement des capacités de cybersécurité ASEAN-Japon à Bangkok en 2018.

La contribution des acteurs non étatiques pourrait également jouer un rôle essentiel pour relever les défis liés à la cybersécurité. La création de consortiums universitaires chargés de traiter les questions de cybersécurité régionales pourrait aussi constituer un domaine prometteur de coopération.

À propos des auteurs : Thomas J. MURPHY est assistant de recherche, spécialisé sur l'Indopacifique à l'International Christian University (Japon). Stephen R. Nagy est professeur au sein du département de politique et d'études internationales de la même université.

À propos de la publication : *The Journal of Intelligence, Conflict, and Warfare* est une revue à comité de lecture s'intéressant particulièrement aux questions de sécurité nouvelles et émergentes. La publication veut être axée sur les praticiens afin d'avoir un impact sur la prise de décision.

4. Diptendu CHOUDHURY, « Convergence of the Indo-Pacific with the Indian Ocean— Is a Maritime-Centric Approach Enough? An Indian Perspective », *Journal of Indo-Pacific Affairs*, mai-juin 2024.

L'ambition chinoise de renforcer sa position mondiale a suscité des inquiétudes au niveau international, notamment en raison des nombreux différends territoriaux (mer de Chine méridionale, frontière sino-indienne, Taiwan...). Pour l'Inde, le conflit frontalier avec la Chine est une menace structurante alors que le risque d'incidents est accru par l'intensification de la présence militaire le long de la ligne de contrôle. Pour l'auteur, ce conflit frontalier explique en partie l'engagement chinois vers les pays d'Asie du Sud. Il s'agit alors pour Pékin de contrebalancer l'influence indienne dans la région à travers une série d'initiatives : développement des infrastructures au Sri Lanka, vente de matériel militaire au Bangladesh, partenariat stratégique avec le Pakistan, etc. Pékin chercherait ainsi à « encercler » l'Inde dans la région de l'océan Indien, que la Chine conçoit, en particulier le détroit de Malacca, comme un espace vital pour ses intérêts économiques et commerciaux. La Marine chinoise déploie ainsi en permanence six à huit bâtiments dans la région.

Jusqu'à présent, le discours sur l'Indopacifique s'est ainsi focalisé sur des préoccupations principalement maritimes. L'auteur s'interroge néanmoins sur la pertinence d'une approche uniquement centrée sur ces questions. Si la composante maritime reste cruciale, il est essentiel d'accorder la même importance à d'autres domaines émergents : air, espace, cybernétique... L'accent mis sur les opérations maritimes n'est dès lors plus suffisant face à l'émergence de nouvelles technologies (armes hypersoniques, armes à énergie dirigée, lasers, brouillage électronique...). Ce constat est corroboré par les efforts chinois qui intègrent d'ores et déjà les enjeux notamment liés aux grands fonds marins, à l'informatique quantique, à l'intelligence artificielle ou encore à la sécurité biologique.

Le segment aérien apparaît également très important dans cette équation, Pékin cherchant à moderniser son aviation pour en faire une composante essentielle de sa stratégie A2AD (*anti-access/area-denial*). En outre, la densité des infrastructures de transport aérien dans la région constitue un levier stratégique important et représente un potentiel moyen de perturbation.

Ainsi, alors que les exercices maritimes régionaux impliquaient traditionnellement plus volontiers les marines avec un faible engagement des forces aériennes, il apparaît aujourd'hui nécessaire selon l'auteur de se diriger vers une approche plus intégrée impliquant aussi les forces aériennes basées à terre. L'intégration de la puissance aérienne terrestre dans l'architecture de sécurité de l'Indopacifique pour renforcer la dynamique de sécurité régionale est donc perçue comme essentielle, y compris à travers le Quad et les mécanismes multilatéraux pertinents. Dans ce contexte, l'auteur fait de l'Inde un partenaire indispensable pour les efforts visant à encourager une approche collaborative et le rapprochement entre les États engagés dans la sécurité et la stabilité de l'Indopacifique.

À propos de l'auteur : Diptendu CHOUDHURY est un ancien pilote de l'Indian Air Force. Il a rédigé une thèse sur la puissance aérienne comme instrument de puissance nationale dans le contexte indien.

À propos de la publication : Le *Journal of Indo-Pacific Affairs* est une revue publiée par le département de l'Armée de l'Air des États-Unis, dont les analyses couvrent l'ensemble de l'Indopacifique.

5. Pour aller plus loin

Cette rubrique propose une sélection d'autres articles et ouvrages parus récemment sur l'Indopacifique. Un collectif publié en juin 2024 chez Orient BlackSwan propose une analyse de l'évolution des relations entre l'Inde et le Japon au prisme de l'Indopacifique. Un autre ouvrage paru le même mois, au sein de la maison d'édition Routledge, s'intéresse quant à lui aux dynamiques politiques et stratégiques régionales dans une perspective comparée, croisant les analyses stato-centrées et les réflexions sur les mécanismes de coopération régionaux. Dans un article, Amna Khalid et Bakri Mat abordent les postures adoptées par la Malaisie et l'Indonésie dans un contexte de compétition sino-américaine, quand Gorana Grgić étudie la dynamique partenariale de l'OTAN en Indopacifique. Enfin, trois articles explorent la région sous des angles thématiques originaux : la question de la démocratie en Indopacifique, celle du « nouvel ordre nucléaire » régional ou encore l'intérêt du dialogue trilatéral États-Unis-Japon-Australie comme instrument de dissuasion et un vecteur d'ordre régional.

5.1. Ouvrages

Harsh V. PANT, Mudhuchanda GHOSH, *India and Japan: A Natural Partnership in the Indo-Pacific*, Orient BlackSwan, juin 2024, 304 pages.

Dans cet ouvrage collectif, les auteurs proposent une nouvelle lecture des relations entre l'Inde et le Japon, dans un contexte inédit marqué par l'émergence de la Chine et le déclin de l'influence américaine en Asie. La première partie démontre l'importance que l'Inde accorde au Japon dans sa politique du « Look East », tandis que la deuxième explore la relation du point de vue japonais. Au fil des chapitres, l'ouvrage met en avant de nombreux facteurs de coopération, de la sécurité maritime aux partenariats économiques, sans oublier leur engagement dans les dialogues multilatéraux comme le Quad.

Josukutty C A, Joyce Sabina LOBO, *The New World Politics of the Indo-Pacific*, Routledge, juin 2024, 282 pages.

Cet ouvrage s'intéresse aux nouvelles dynamiques géopolitiques en Indopacifique du point de vue des pays de la région, depuis la fin des années 2000 jusqu'au Covid-19. Après la Chine et les États-Unis, les auteurs multiplient les perspectives pour inclure la Russie et le Japon, en passant par Taïwan et l'Asie du Sud-Est, puis se penchent sur les mécanismes de coopération régionaux comme l'ASEAN ou le Quad. Selon eux, l'émergence de la Chine et le déclin relatif des États-Unis menacent l'équilibre des puissances à l'échelle régionale comme mondiale.

5.2. Articles

Amna KHALID, Bakri MAT, « Sino-US Strategic Competition in the Indo-Pacific: Exploring Responses from Malaysia and Indonesia », *Journal of International Studies*, 12 mai 2024.

Amna Khalid et Bakri Mat, deux chercheurs de l'Universiti Utara Malaysia, dressent un panorama de la littérature académique malaisienne et indonésienne sur la compétition entre la Chine et les États-Unis. La Malaisie, et *a fortiori* l'Indonésie, y sont présentées comme des « puissances moyennes régionales ». Leur position géographique leur permet de poursuivre une stratégie dite de « hedging », à la recherche d'un équilibre neutre et parfois ambigu.

Gorana GRGIĆ, « Redefining NATO's Indo-Pacific Partnerships: Cooperative Security Meets Collective Defence and Deterrence », *Asian Security*, 12 avril 2024.

Cet article de Gorana Grgić, rattachée à ETH Zürich ainsi qu'à l'Université de Sydney, analyse les relations que l'OTAN entretient avec ses partenaires de l'Indopacifique, plus particulièrement l'Australie, le Japon, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande. Elle note un alignement clair entre l'OTAN et les « Indo-Pacific Four » (IP4), chacun considérant l'autre comme un partenaire important pour sa propre sécurité et défense.

Benjamin REILLY, « A Free and Open Indo-Pacific in 2040? Democracy, Autocracy, and What Is in Between », *Journal of Indo-Pacific Affairs*, mai-juin 2024.

Dans une démarche prospective, Benjamin Reilly (East-West Center, Hawaiï) questionne la prééminence actuelle et future des démocraties et autocraties, la montée des régimes illibéraux ou semi-démocratiques, ainsi que les conditions d'un renforcement démocratique dans la région. Il observe que l'Indopacifique est divisé en trois catégories : une Asie de l'Est maritime majoritairement démocratique, une Asie de l'Est continentale largement autocratique, et l'Asie du Sud où s'articulent caractéristiques démocratiques et tentations répressives.

Syed Murtaza MUSHTAQ, Mujeeb KANTH, « Nuclear Order in the Indo-Pacific: An Overview of Intermeshing Dyadic Rivalries in the Emergent Geostrategic Space », *Peace Review*, 29 avril 2024.

Syed Murtaza Mushtaq (Aligarh Muslim University, Inde) et Mujeeb Kanth (South Asian University, Inde) s'intéressent au nouvel « ordre nucléaire » dans l'Indopacifique. Les multiples rivalités de la région s'insèrent dans ce cadre géostratégique nouveau, avec ses conceptions, ses tensions, et ses logiques d'action-réaction. Cette nouvelle donne réhausse les risques d'erreurs d'appréciation entre puissances dotées, de prolifération (notamment à l'initiative de la Chine), et par conséquent d'escalade nucléaire.

Thomas WILKINS, « U.S.-Japan-Australia Trilateralism: The Inner Core of Regional Order Building and Deterrence in the Indo-Pacific », *Asia Policy*, avril 2024.

Dans cet article, Thomas Wilkins (University of Sydney, Australie) questionne l'état du Trilateral Strategic Dialogue (TSD) au travers duquel coopèrent les États-Unis, le Japon et l'Australie depuis 2002. Malgré sa relative discrétion, le TSD conserve une grande influence sur l'environnement sécuritaire régional. L'auteur conclut sur la pertinence du minilatéralisme comme outil de dissuasion, de prévention de conflit, et de construction d'un ordre régional durable.